

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION  
TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION  
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

DECRET N° 2013-082 /PR  
portant création, attributions, organisation et fonctionnement  
de l'agence nationale d'assainissement et de salubrité publique (ANASAP)

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'urbanisme et de l'habitat et de du ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi organique n° 2008-019 du 29 décembre 2008 relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales ;

Vu la loi n° 2008-005 du 30 mai 2008 portant loi-cadre sur l'environnement ;

Vu la loi cadre n° 2009-016 du 12 août 2009 portant organisation du schéma national d'harmonisation des activités de normalisation, d'agrément, de certification, d'accréditation, de métrologie, de l'environnement et de la promotion de la qualité au Togo ;

Vu la loi n° 2010-006 du 18 juin 2010 modifiée par la loi n° 2011-24 du 4 juillet 2011 portant organisation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif des eaux usées domestiques ;

Vu le décret n° 2011-003/PR du 5 janvier 2011 fixant les modalités de gestion des sachets et emballages plastiques au Togo ;

Vu le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2013-058/PR du 6 septembre 2013 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2013-060/PR du 17 septembre 2013 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Le conseil des ministres entendu,



## DECRETE :

### CHAPITRE I<sup>er</sup> - DISPOSITIONS GENERALES

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent décret crée l'**Agence nationale d'assainissement et de salubrité publique (ANASAP)**, ci-après dénommée l'«Agence», fixe ses attributions, son organisation et son fonctionnement.

**Article 2** : L'Agence est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, placé sous la tutelle technique du ministère chargé de l'urbanisme et de l'habitat et la tutelle financière du ministère de l'économie et des finances.

**Article 3** : L'Agence est un organisme d'appui-conseil et d'aide à la prise de décision dans le domaine de la salubrité. Elle vise à instaurer et maintenir un cadre de vie de meilleure qualité favorable au bien-être et à l'épanouissement des populations sur toute l'étendue du territoire national en assurant une veille permanente des normes et actions en matière d'assainissement et de salubrité publique. Elle promeut, assure et veille à la concertation, à la coordination et au contrôle de toutes les actions et interventions en matière d'assainissement et de salubrité publique.

A ce titre, elle est chargée de :

- définir les normes en matière d'assainissement et de salubrité publique ;
- la régulation des activités et des interventions touchant à l'assainissement et à la gestion de la filière des déchets de toute nature, ayant un impact sur la salubrité publique ;
- la promotion de l'installation d'infrastructures et d'équipements appropriés en matière d'assainissement et de salubrité publique ;
- la définition et l'élaboration des orientations et directives en matière de concession du service public de nettoyage et de propreté des villes et communes du Togo ;
- la définition et l'élaboration des orientations et directives en matière de concession touchant à la collecte, au ramassage, au traitement et à la transformation des déchets ;
- contrôle du bon fonctionnement des infrastructures concédées par l'Etat ou les collectivités locales à des tiers en vue de la collecte, du ramassage, du transfert, du tri et de la transformation des ordures et déchets ;
- la planification, l'extension et l'équipement des infrastructures en matière d'assainissement et de salubrité publique ;
- la maîtrise d'ouvrage déléguée de tous travaux d'entretien et de réhabilitation desdites infrastructures ;
- l'organisation, la supervision et la gestion des opérations d'urgence ;
- la lutte contre l'insalubrité et les nuisances hygiéniques en milieu public et urbain ;

- la veille technologique, réglementaire et juridique en matière d'assainissement et de salubrité publique ;
- renforcement des capacités des acteurs intervenant en matière d'assainissement et de lutte contre l'insalubrité ;
- développement de l'information, l'éducation civique et la sensibilisation du public et l'appui des initiatives de base en matière d'assainissement et de salubrité publique ;
- assurer le suivi-évaluation des activités et interventions en matière d'assainissement et de lutte contre l'insalubrité ;
- la recherche de fonds, du plaidoyer et l'appui aux collectivités locales dans le cadre de la coopération internationale et/ou décentralisée en gestion des déchets ;
- la réalisation de toute autre action entrant dans le cadre de sa mission et qui lui serait confiée par l'Etat.

## **CHAPITRE II - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT •**

**Article 4** : L'Agence est dotée :

- d'un conseil de surveillance ;
- d'un conseil d'administration ;
- d'une direction générale ;
- d'une commission technique et d'une brigade de salubrité publique.

### **SECTION 1<sup>ère</sup> : LE CONSEIL DE SURVEILLANCE**

**Article 5** : Le conseil de surveillance est l'organe d'orientation et de contrôle de l'Agence.

Il est notamment chargé d'approuver :

- le vote, chaque année, du budget prévisionnel de l'Agence ;
- le recrutement du directeur général sur appel à candidature et sa révocation ;
- les plans, programmes de travail et leurs budgets annuels ou pluriannuels ;
- les rapports d'activités et d'exécution des programmes et projets ainsi que les états financiers de l'Agence ;
- le statut, le régime du personnel de l'Agence ainsi que la grille des rémunérations ;
- les règles relatives au recrutement du personnel de l'Agence ;
- les emprunts à contracter par l'Agence ;
- les conventions de concession du service public de salubrité ;
- la définition des critères d'éligibilité aux programmes spéciaux de soutien aux services publics et aux collectivités locales en matière de salubrité publique.



**Article 6 :** Le conseil de surveillance est composé de cinq (5) membres, à savoir :

- le ministre chargé de l'urbanisme et de l'habitat, président ;
- le ministre chargé des collectivités locales, vice-président ;
- le ministre chargé de l'économie et des finances ;
- le ministre chargé de la santé ;
- un représentant de la présidence de la République.

Le conseil de surveillance peut faire appel à toute personne dont la compétence est jugée utile pour l'accomplissement de sa mission.

**Article 7 :** Le conseil de surveillance se réunit une (1) fois par an et chaque fois que de besoin, sur convocation de son président.

## **SECTION 2 : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Article 8 :** Le conseil d'administration est l'organe d'administration et de décision de l'Agence.

Il est chargé de :

- adopter l'organigramme et le manuel de procédures de l'Agence ;
- recruter le directeur général sur appel à candidature et le révoquer ;
- voter, chaque année, le budget prévisionnel de l'Agence ;
- adopter les plans, programmes de travail et leurs budgets annuels ou pluriannuels et veiller à leur exécution ;
- adopter les rapports d'activités et d'exécution des programmes et projets ainsi que les états financiers de l'Agence ;
- fixer le statut, le régime du personnel de l'Agence ainsi que la grille des rémunérations ;
- fixer les attributions des différentes directions de l'Agence ainsi que leur organisation et leur fonctionnement ;
- adopter les règles relatives au recrutement du personnel de l'Agence ;
- définir les critères d'éligibilité aux programmes spéciaux de soutien aux services publics et aux collectivités locales en matière de salubrité publique.

**Article 9 :** Le conseil d'administration est composé de neuf (9) membres comprenant :

- un représentant du ministère de l'urbanisme et de l'habitat ;
- un représentant du ministère de l'économie et des finances ;
- un représentant du ministère de l'environnement et des ressources forestières ;
- un représentant du ministère chargé de l'eau et assainissement ;
- un représentant du ministère de la santé ;
- un représentant du ministre chargé des collectivités locales ;



- un représentant de l'union des communes du Togo ;
- un représentant des fédérations et réseaux des organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine de l'environnement, assainissement, cadre de vie et action sociale ;
- un représentant du secteur privé.

Le conseil d'administration peut faire appel à toute personne dont la compétence est jugée utile pour l'accomplissement de sa mission.

Les membres du conseil d'administration élisent en leur sein leur président.

**Article 10 :** Les membres du conseil d'administration sont nommés par arrêté du ministre de l'urbanisme et de l'habitat, sur proposition des institutions qu'ils représentent, pour un mandat de trois (3) ans renouvelable une fois.

En cas de vacance d'un siège du conseil d'administration, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes formes.

**Article 11 :** Les fonctions des membres du conseil d'administration sont gratuites. Toutefois, les membres perçoivent une allocation de responsabilité dont le taux est fixé par arrêté conjoint du ministre de l'urbanisme et de l'habitat et du ministre de l'économie et des finances.

**Article 12 :** Le conseil d'administration se réunit une (1) fois par trimestre et chaque fois que de besoin, sur convocation de son président.

Les réunions extraordinaires sont convoquées à l'initiative du président, à la demande d'un tiers des membres du conseil d'administration ou du directeur général.

**Article 13 :** Les délibérations du conseil sont prises à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, il est procédé à une seconde convocation. Dans ce cas, le conseil délibère valablement lorsque cinq (5) au moins des membres sont présents.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux authentifiés par le président. Les procès-verbaux font mention des membres présents et sont consignés dans un registre.

### **SECTION 3 : LA DIRECTION GENERALE**

**Article 14 :** La direction générale est l'organe de gestion et d'exécution de l'Agence. Elle est placée sous l'autorité d'un directeur général.

**Article 15 :** Le directeur général est recruté par le conseil d'administration sur appel à candidature et nommé par décret en conseil des ministres pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable.



**Article 16** : Le directeur général est chargé de la gestion de l'Agence qu'il représente dans tous les actes de la vie civile. Il est l'ordonnateur de l'Agence.

A ce titre, il est chargé, sous l'autorité du conseil d'administration, de :

- recruter le personnel de l'Agence ;
- gérer les services de l'Agence ;
- veiller au respect des règles de passation des marchés en matière d'assainissement et de salubrité publique ;
- veiller à la bonne exécution des travaux et à la bonne coordination des actions et des interventions avec les autres démembrements de l'Agence ;
- préparer et exécuter le budget de l'Agence voté par le conseil d'administration ;
- élaborer les manuels de procédure ;
- préparer le rapport annuel d'activités et les états financiers ;
- préparer les dossiers du conseil d'administration et en assurer le secrétariat.

**Article 17** : Le directeur général peut déléguer une partie de son pouvoir aux directeurs de l'Agence.

**Article 18** : En cas de vacance de poste du directeur général, il est procédé à son remplacement conformément aux dispositions de l'article 15 du présent décret.

**Article 19** : La direction générale de l'Agence comprend :

- le service des affaires juridiques et financières ;
- le service de la logistique et de la coordination technique ;
- le service de l'information, des études et du suivi des projets ;
- les antennes régionales.

**Article 20** : Les attributions des directions ainsi que leur organisation et leur fonctionnement sont définis par le conseil d'administration.

**Article 21** : La direction générale bénéficie, en outre, des services d'une commission technique et d'une brigade de salubrité publique.

#### **SECTION 4 : LA COMMISSION TECHNIQUE ET LA BRIGADE DE SALUBRITE**

**Article 22** : La commission technique est chargée de la coordination des activités de l'Agence avec les autres départements intéressés. Elle apporte un appui technique à l'Agence dans l'accomplissement de ses missions.

**Article 23** : La commission technique de l'Agence est composée de onze (11) membres répartis comme suit :

- un représentant de la direction générale des infrastructures et équipement urbain, président ;
- un représentant de la direction générale de la cartographie ;



- un représentant de l'agence nationale de gestion de l'environnement (ANGE) ;
- un représentant de l'agence d'exécution des travaux urbains (AGETUR) ;
- un représentant de la direction de l'assainissement du ministère de l'équipement rural ;
- un représentant de la direction du budget ;
- un représentant de la direction des services techniques de la voirie de Lomé ;
- un représentant du ministère chargé de la communication et de la formation civique ;
- un représentant du laboratoire de gestion, traitement et valorisation des déchets de l'Université de Lomé ;
- un représentant du ministre chargé des collectivités locales ;
- un représentant de l'union des communes du Togo.

**Article 24** : La brigade de salubrité publique est chargée d'apporter un appui logistique dans la lutte contre les installations anarchiques, les nuisances hygiéniques et les occupations illicites du domaine public. Elle est dirigée par un commandant de brigade secondé par un adjoint, tous deux nommés par arrêté du ministre de l'urbanisme et de l'habitat, sur proposition de l'autorité de leur corps d'origine. Les agents d'opération de la brigade sont assermentés.

**Article 25** : La brigade de salubrité est composée, outre du commandant de brigade et de son adjoint, de :

- un (1) représentant du ministère de l'urbanisme et de l'habitat ;
- un (1) représentant du ministère de la santé ;
- trois (3) membres de la police environnementale ;
- deux (2) agents de la police nationale ;
- deux (2) agents de la gendarmerie nationale ;
- deux (2) agents de l'Agence désignés par le directeur général.

**Article 26** : L'organisation et le fonctionnement de la commission technique, d'une part, et la brigade de salubrité publique, d'autre part, sont fixés par arrêté du ministre de l'urbanisme et de l'habitat.

**Article 27** : La commission technique et la brigade de salubrité publique sont saisies par le directeur général.

### **CHAPITRE III - REGIME FINANCIER ET COMPTABLE**

#### **SECTION 1<sup>ERE</sup> : RESSOURCES**

**Article 28** : Les ressources de l'Agence sont constituées par des ressources ordinaires et des ressources extraordinaires.



Les ressources ordinaires comprennent :

- des subventions et dotations du budget de l'Etat ;
- des produits de redevances et de conventions de cession de service public aux entreprises du secteur ;
- les recettes ou redevances issues de la transformation ou la valorisation des déchets ;
- des fonds de contrepartie des programmes et projets gérés par l'Agence et bénéficiant de financements extérieurs ;
- des dotations pour fonctionnement et investissement provenant des programmes spéciaux de soutien aux services publics et aux collectivités locales en matière de salubrité publique ;
- des dons et legs.

Les ressources extraordinaires comprennent :

- des emprunts autorisés par l'Etat ;
- toutes autres ressources extraordinaires pouvant lui être affectées.

**Article 29 :** Les ressources de l'Agence sont déposées sur un compte ouvert dans les livres d'un établissement financier de la place.

**Article 30 :** Les ressources de l'Agence servent essentiellement à financer les dépenses liées à l'exécution de la mission assignée à l'Agence.

## **SECTION 2 : DEPENSES**

**Article 31 :** Les dépenses de l'Agence sont :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'investissement et d'équipement ;
- les dépenses de financement des programmes spéciaux ;
- les dépenses liées aux paiements des prestations des entreprises du secteur.

## **SECTION 3 : GESTION FINANCIERE**

**Article 32 :** L'Agence tient une comptabilité de type privé conformément au plan comptable SYSCOA. La gestion financière de l'Agence est soumise au contrôle de la Cour des comptes et des autres organes de contrôle de l'Etat.

**Article 33 :** Le conseil d'administration, sur proposition du directeur général, arrête chaque année le budget prévisionnel de fonctionnement, d'équipement et d'investissement de l'exercice comptable suivant.



**Article 34** : Le budget de fonctionnement comprend :

- en recettes, les ressources ordinaires et les ressources extraordinaires de l'Agence prévues à l'article 28 du présent décret ;
- en dépenses, les frais de fonctionnement, de gestion et d'entretien de l'Agence, la rémunération du personnel, les frais nécessaires à l'exécution de la mission de l'Agence et les frais relatifs aux emprunts éventuellement contractés.

**Article 35** : Le conseil de surveillance veille à ce que les charges de fonctionnement de l'Agence correspondent strictement au minimum indispensable.

#### CHAPITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

**Article 36** : Un commissaire aux comptes chargé de la vérification des comptes de l'Agence est nommé conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 37** : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

**Article 38** : Le ministre de l'urbanisme et de l'habitat, le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 12 DEC 2013

Le Premier ministre

**SIGNE**

Kwési Séléagodji AHOOMEY-ZUNU



Le Président de la République

**SIGNE**

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre de l'urbanisme  
et de l'habitat

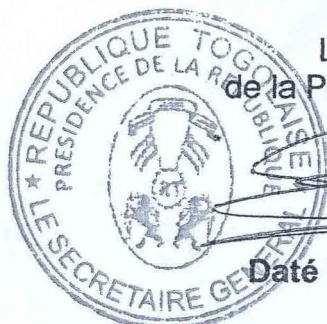
**SIGNE**

Me Fiatuwo Kwadjo SESSENOU

Le ministre de l'administration  
territoriale, de la décentralisation  
et des collectivités locales

**SIGNE**

Gilbert BAWARA



Pour ampliation,  
Le Secrétaire général  
de la Présidence de la République

  
Daté Patrick TEVI-BENISSAN